

## **PROCES VERBAL DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 22 JUIN 2015**

### **CONVOCATION**

Le 15 juin 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le lundi 22 juin 2015 à 17 h 00 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 13 mai 2015.
- 2 - Etudes annexes à l'élaboration du P.L.U.
  - 2-1-Schéma directeur du réseau pluvial - Présentation du cahier des charges par l'assistant à maîtrise d'ouvrage (SPL « ID 83 ») et décision de lancement de l'appel d'offres
  - 2-2-Diagnostic agricole - Proposition du GIE « Terres et Territoires »
- 3 - Réaménagement de la Place Gambetta - plan de financement définitif et demande de subvention auprès du Conseil Départemental (enveloppe 2015)
- 4 - Restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » :
  - 4-1- Complément au plan de financement
  - 4-2- Convention avec la Fondation du Patrimoine
  - 4-3- Lancement de l'appel d'offres pour les travaux extérieurs
- 5 - Réhabilitation de la Magnanerie à « Châteaurenard » - Présentation du projet et lancement d'une consultation auprès de bureaux d'études
- 6 - Installation de toilettes publiques automatiques - Accord de principe avant le lancement de la consultation

**7 - Locaux scolaires :**

- 7-1- Groupe scolaire - Diagnostic des travaux de remise en état avec lancement d'une consultation de bureaux d'études
- 7-2- Ecole élémentaire - Réfection de la salle polyvalente

**8 - Affaires foncières :**

- 8-1-Terrain MISTRE « Notre-Dame »
- 8-2-Terrains RASTEGUE/TOSCAN « Les Ferrages »
- 8-3-Terrain NICOLAS « La Jouberte »

**9 - Personnel communal :**

- 9-1-Création d'emplois en C.E.E. (Contrat d'Engagement Educatif) pour le Centre de Loisirs de l'été
- 9-2- F.I.P.H. pour un agent communal handicapé

**10 - Finances :**

- 10-1-Subvention 2015 au C.C.A.S.
- 10-2-Décision modificative au budget
- 10-3-F.P.I.C. (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) - Répartition du prélèvement et/ou du reversement entre les EPCI et ses communes membres pour 2015
- 10-4-Acquisitions de matériel divers
- 10-5 - Mise en location des appartements de l'immeuble communal 2, Rue Etroite (rue de Langramue)

**11 - Conventions :**

- 11-1- Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique (Mme AUTISSIER)
- 11-2- Exposition de tableaux dans le hall de la Mairie
- 11-3- Opéra « Carmen » - Vente des billets - Convention avec l'Office de Tourisme « Provence Verte »
- 11-4- Convention « Médiathèque/Association « BilboK » » - Pause parentale « Les Matins Câlines »

**12 - SYMIELECVAR :**

- 12-1-Mise à disposition du réseau d'énergie électrique
- 12-2-Rapport annuel

**13 - EAUX DE PROVENCE - Rapports annuels du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2014)**

**14 - Compte-rendu des décisions du Maire suite aux délégations du Conseil Municipal**

**Questions orales**

## PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mercredi 13 mai 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - - TORRESILLA Claude -VOLANTE Florence - GAQUIERE Ingrid - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : MM. NAL André (procuration donnée à Jean CULINATI) - MIONET Marie-Thérèse (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - REES Pénélope (procuration donnée à Annette PASQUET) - VERDON Pierre (procuration donnée à M. Gaby LANGE) - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - BOULE-AMPHOUX Isabelle.

soit 20 présents et 4 pouvoirs donc 24 votants.

A noter que Mme Annette PASQUET a quitté la salle après les délibérations du chapitre 10 - Finances -

Les présents ont été alors, à partir du chapitre 11 - Conventions - au nombre de 19 avec 23 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

## 1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 13 mai 2015.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 13 mai 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 13 mai 2015,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** ce document.

## 2 - Etudes annexes à l'élaboration du P.L.U.

2-1-Schéma directeur du réseau pluvial - Présentation du cahier des charges par l'assistant à maîtrise d'ouvrage (SPL « ID 83 ») et décision de lancement de l'appel d'offres

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que, suite à la délibération du 10 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal a prescrit une nouvelle élaboration du P.L.U., il s'avère nécessaire de lancer des études portant sur le réseau pluvial et les zones inondables sur la Commune.

Il informe l'assemblée que dans le cadre de la mission confiée à la SPL « ID 83 » (A.M.O.), un projet de cahier des charges, destiné à être joint à la consultation des bureaux d'études, a été rédigé.

*Monsieur le Maire interrompt la séance afin que ce document soit présenté et commenté au Conseil Municipal par l'A.M.O. « ID 83 » avec tous les éléments d'information nécessaires.*

*M. BERROU présente le projet de cahier des charges de la consultation de bureaux d'études pour cette mission. Un diaporama est projeté et toutes les explications nécessaires sont données aux Conseillers. M. BERROU répond également aux questions posées, puis se retire.*

Monsieur le Maire met fin à cette interruption de séance et propose à l'assemblée délibérante d'approuver cette démarche visant à l'élaboration d'un schéma directeur du réseau pluvial (dont l'estimation s'élève à 50.000 € HT), et de l'autoriser à engager les démarches nécessaires.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** l'élaboration d'un schéma directeur du réseau pluvial, avec un volet spécifique sur les zones inondables,

**DECIDE** de lancer une consultation auprès de bureaux d'études spécialisés

**ARRETE** le plan de financement des études nécessaires à l'élaboration du schéma directeur du réseau pluvial (y compris les relevés topographiques) comme suit :

-	Subvention Agence de l'Eau (50 %)	25.000 €
-	Autofinancement	25.000 €
	TOTAL	50.000 €

SOLLICITE l'aide financière de l'Agence de l'Eau à hauteur de 50 % de la dépense hors taxes,

AUTORISE Monsieur le Maire à engager toutes les démarches nécessaires.

2-2-Diagnostic agricole - Proposition du GIE « Terres et Territoires »
--

Conformément aux discussions tenues en réunion de la Commission d'Urbanisme et en Conseil Municipal, un diagnostic agricole doit être établi dans le cadre de la procédure du P.L.U.

Une première proposition d'honoraires a été adressée à M. le Maire par le G.I.E. « Terres et Territoires » pour un montant de 17.880 € TTC. M. le Maire a alors contacté la SPL « ID 83 » pour s'étonner du montant élevé de cette prestation et demander qu'une négociation soit menée pour ramener ce prix à un montant plus raisonnable. Après négociation et modification du contenu de l'étude, un nouveau devis a été établi pour un montant de 10.140 € TTC.

M. le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de sa délégation, il va accepter cette proposition d'honoraires et passer commande de cette mission auprès de GIE « Terres et Territoires ».

M. TORRESILLA demande si les éléments qu'il avait amenés lors de la dernière réunion, notamment concernant les doublons avec la mission de BEGEAT, ont été pris en considération avant de signer le bon de commande.

M. SAULNIER répond que la question a été posée au Cabinet BEGEAT qui a confirmé que sa mission ne comportait pas les éléments de la mission du Diagnostic Agricole et que la proposition de GIE "Terres et Territoires" était très correcte tant au niveau des prestations que du montant.

M. TORRESILLA indique qu'il avait remis la proposition de mission de GIE "Terres et Territoires" à BEGEAT qui avait donné un montant bien inférieur si la prestation était menée par leurs soins. Mais ils n'ont pas été sollicités dans le cadre d'un marché.

M. SAULNIER répond que, en accord avec la SPL, certaines missions ont été détachées du cahier des charges concernant l'élaboration du PLU pour permettre de mieux gérer les diverses prestations annexes comme le diagnostic agricole.

M. TORRESILLA a proposé ce prix inférieur pour une même prestation. C'est la raison de son insistance visant une économie pour la Commune.

M. SAULNIER indique que BEGEAT n'a jamais été sollicité pour cette mission et que donc aucune proposition chiffrée n'a été demandée ou reçue en mairie pour cela. Il dit avoir interrogé BEGEAT après l'intervention de M. TORRESILLA lors de la dernière réunion du Conseil Municipal et que M. MATHIEU, Directeur, lui a confirmé ne jamais avoir chiffré cette mission.

M. LANGE déplore que "ID 83" n'ait fait qu'une proposition de prix. Vu le montant (8.450 €), il aurait préféré avoir plusieurs offres pour laisser le choix au Conseil et lui donner une référence de valeur pour cette étude. Il se dit quand même soulagé de savoir que la mission de BEGEAT et celle de GIE ne font pas doublon.

M. SAULNIER répond que la SPL "ID 83" a proposé un intervenant spécialisé dans ce type de mission et a négocié en amont pour obtenir un montant d'honoraires correct puisque passé de 17.000 € à 8.450 €.

### 3 - Réaménagement de la Place Gambetta - plan de financement définitif et demande de subvention auprès du Conseil Départemental (enveloppe 2015)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 30 octobre 2014, le Conseil Municipal a accepté la proposition de confier à un bureau d'études la mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la Place Gambetta.

Par décision n° 02/2015, prise dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal en matière de Marchés Publics, Monsieur le Maire a confié cette mission de M.O.E. à la SNC « LAVALIN/COMBY » pour un montant TTC de 54.308,40 €.

Diverses réunions de travail ont été tenues en commissions des Travaux, d'Urbanisme, des Finances et de l'Environnement pour étudier les propositions d'aménagement du Maître d'œuvre.

Le plan de financement de ce projet est le suivant pour une estimation de 475.000 € H.T.:

- Subvention du Conseil Général	
- programme 2014.....	140.000 €
- programme 2015.....	140.000 €
- Subvention de l'Agence de l'Eau	
- réfection du réseau d'eau potable (50 %).....	16.500 €
- réfection du réseau d'assainissement (50 %).....	12.000 €
- C.C.C.P. (Fonds de concours « Aménagement urbain - 15 %).....	71.500 €
- Autofinancement communal.....	<u>95.000 €</u>
<u>TOTAL.....</u>	<u>475.000 €</u>

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de solliciter l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du programme 2015.

M. KINET demande confirmation du fait que le montant de 475.000 € ne concerne que les travaux de la Place Gambetta ou bien inclus la Rue Nationale.

M. SAULNIER répond que comme indiqué depuis le début de ce dossier, les demandes de subventions présentées au Conseil Départemental ne concernent pas la Rue Nationale mais uniquement la Place Gambetta.

M. KINET demande pour quelles raisons ne pas déposer une demande de subvention concomitante pour les deux secteurs.

M. SAULNIER indique que la première demande (2014) portait sur la Place Gambetta avec des objectifs visant la qualité de l'aménagement et non pas sur des travaux de voie et réseaux comme cela va être le cas de la Rue Nationale. Il faut donc rester dans le même volet d'intervention pour demander la seconde partie de subvention.

M. KINET a demandé, lors de la dernière réunion de travail avec le bureau d'études, confirmation du fait que la Rue Nationale ne sera pas traitée en tranche conditionnelle avec uniquement la Place Gambetta en tranche ferme. Une tranche ferme unique lui ayant été confirmée, il demande si le Conseil Municipal prendra donc des délibérations distinctes pour le financement des travaux dans leur globalité, l'une pour la Place Gambetta et l'autre pour la Rue Nationale.

M. SAULNIER confirme cette procédure.

M. TORRESILLA demande si ce plan de financement définitif a été adopté par la Commission Communale des Finances. Il précise qu'aucun compte-rendu de réunion n'a été diffusé auprès des Conseillers par cette commission à ce propos et qu'il souhaiterait connaître sa position.

Mme BREBAN répond négativement vu que le montant indiqué n'est pas définitif, l'appel d'offres n'ayant pas encore été lancé et le coût des travaux réel n'étant donc pas encore connu. Elle précise que la réunion de la Commission des Finances s'est tenue le 18 juin donc la veille de celle menée par les Architectes, que les chiffres de l'estimation n'étaient alors pas encore connus, qu'il ne s'agit donc pas du plan de financement définitif.

M. FOURNEL demande confirmation du fait que les prestations d'embellissement de la place sont bien comprises dans ce budget de 475.000 €, vu que le montant de 1.500.000 € avait été indiqué au départ.

Mme BREBAN confirme que les travaux d'embellissement sont inclus dans les 475.000 € pour la place Gambetta et que le montant de 1.500.000 € concernait l'estimation de la totalité des travaux, Rue Nationale incluse.

M. KINET relève que le montant de l'autofinancement communal s'élève à 20 % du montant de l'opération soit environ 100.000 € tout de même.

M. LANGE indique qu'il reste dubitatif sur le choix du plan de circulation et qu'il va s'abstenir ce soir sur le vote de cette délibération.

M. SAULNIER répond que la question mise au vote ne concerne absolument pas ce point de détail mais une demande de subvention pour la réalisation de l'opération. Il laisse M. LANGE prendre ses responsabilités au moment du vote comme il se doit démocratiquement.

M. LANGE approuve la demande de subvention. Il demande que la population soit consultée ainsi que tous les Conseillers pour donner un avis car des plans sont actuellement établis avec un projet pratiquement finalisé et les membres des commissions sont mis devant le fait accompli. Il précise que les riverains de la Rue Nationale doivent être impliqués dans le volet "pluvial" du projet car étant les premiers concernés et ceux qui peuvent apporter des éléments d'information sur la réalité de la problématique actuelle de ce réseau.

M. SAULNIER rappelle que des réunions publiques sont prévues, notamment avec les commerçants et les riverains.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le plan de financement prévisionnel des travaux de requalification de la Place Gambetta tel que présenté par Monsieur le Maire,

**SOLLICITE** l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Programme 2015 d'aide aux Communes

**PRECISE** que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) est inscrit au budget communal ainsi qu'aux budgets de l'eau potable et de l'assainissement 2015, chacun pour ce qui le concerne (chapitres 20 et 23).

#### 4 - Restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié »

##### 4-1- Complément au plan de financement

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 22 janvier 2015, le Conseil Municipal a approuvé le projet de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » tel que proposé par M. Michel TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments Historiques.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine, qui est chargée de ce dossier.

Mme INGRASSIA rappelle que le plan de financement prévisionnel indiqué dans cette délibération du 22 janvier 2015 était le suivant, pour la tranche ferme, soit les travaux relatifs à l'extérieur de la Chapelle (façades et décors, couverture) :

▪ <u>Tranche ferme</u> : .....	<u>176.075 €</u>
- Subvention D.R.A.C. (45 %).....	79.233 €
- Conseil Régional (10 %)-	
Enveloppe « Patrimoine et Inventaire».....	17.607 €
- C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine ».....	10.000 €
- Autofinancement (45 %).....	69.235 €

Elle indique que, par la suite, un nouveau plan de financement a été transmis par la D.R.A.C. et entériné par délibération du Conseil Municipal du 8 avril 2015 portant sur un montant de 290.000 € comprenant : 246.000 € de travaux, 19.000 € de prestations de bureaux d'études et 25.000 € d'aléas et de hausses prévisibles.

Le nouveau plan de financement prévisionnel était donc arrêté comme suit :

-Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €).....	79.233 €
-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	29.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	20.000 €
-Autofinancement (21 %).....	61.767 €
TOTAL.....	<u>290.000 €</u>

La D.R.A.C ayant arrêté le budget prévisionnel du projet à 200.000 €, il est demandé à la Commune de reprendre le plan de financement prévisionnel en maintenant d'une part celui basé sur 176.075 € avec une subvention de 79.233 € (allouée en 2013) et de distinguer le complément de 200.000 € en lui affectant un plan de financement propre, soit :

-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	20.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	10.000 €
-Autofinancement (21 %).....	70.000 €
TOTAL.....	<u>200.000 €</u>

Madame INGRASSIA indique que dans le budget prévisionnel de travaux de 2015, objet de la subvention de 100.000 €, la D.R.A.C. a intégré les prestations suivantes :

-les aménagements paysagers pour.....	30.000 €
- des travaux extérieurs pour.....	70.670 €
-les aléas de chantier et les hausses prévisibles pour.....	27.650 €
	<u>128.320 €</u>



-une mission S.P.S. (sécurité du chantier) pour .....	3.600 €
-une mission MOE pour les travaux extérieurs pour.....	15.500 €
-la maîtrise d'œuvre pour la restauration intérieure (DCE établi par M. TRUBERT) pour.....	2.580 €
	<b>21.680 €</b>

-des travaux sur les décors intérieurs pour ..... **50.000 €**

Soit un total de ..... **200.000 €**

d'où la nouvelle estimation du budget prévisionnel qui est le suivant :

-Travaux tranche ferme .....	176.075 €
comprenant 8.475 € de MOE et 167.600 € de travaux	
-Travaux tranche ferme et tranche conditionnelle en partie...	200.000 €
<b>Soit un total pour 2013/2015 de.....</b>	<b>376.075 €</b>

Madame INGRASSIA souligne à l'assemblée que cette modification du budget prévisionnel n'influe en aucune façon la décision du Conseil Municipal du 22 janvier 2015 sur le fait de lancer l'appel d'offres uniquement pour les travaux extérieurs en 2015.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ces modifications.

*M. FOURNEL demande si une étude est à mener pour ces travaux pour que des entreprises extérieures soient consultées.*

*Mme INGRASSIA répond que l'Architecte en Chef des Monuments Historiques a rédigé un D.C.E. (dossier de consultation d'entreprises) pour lancer un appel d'offres.*

*M. KINET demande si ce D.C.E. est consultable par les Conseillers Municipaux et s'il a été vérifié si les coquillages entreposés à l'abri pourront être remis en place comme proposé par la Commission lors de la visite sur place.*

*Mme INGRASSIA répond qu'effectivement ce D.C.E. est consultable sur simple demande et que M. PAZ l'a déjà consulté d'ailleurs.*

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**MAINTIENT** le plan de financement prévisionnel initial, soit :

▪ <b><u>Tranche ferme</u></b> : .....	<b>176.075 €</b>
- Subvention D.R.A.C. (45 %).....	79.233 €
- Conseil Régional (10 %)- Enveloppe « Patrimoine et Inventaire.....	17.607 €
- C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine ».....	10.000 €
- Autofinancement (45 %).....	69.235 €

**ANNULE** sa délibération du 8 avril 2015 portant sur un plan de financement de 290.000 €,

APPROUVE le plan de financement complémentaire proposé par Mme INGRASSIA à la demande de la DRAC, soit :

-Subvention de la D.R.A.C. (50 %)	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »)	20.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine)	10.000 €
-Autofinancement (21 %)	70.000 €
TOTAL	<u>200.000 €</u>

SOLLICITE l'aide financière de la D.R.A.C. à hauteur de 100.000 €

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) est inscrit au budget communal (chapitres 20 et 23).

4-2- Convention avec la Fondation du Patrimoine
---

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 22 janvier 2015, le Conseil Municipal l'avait autorisé à solliciter le concours de la Fondation du Patrimoine pour le lancement d'un mécénat populaire dans le cadre de la restauration de la Chapelle «Notre-Dame de Pitié ».

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine.

Mme INGRASSIA donne lecture du projet de convention à signer avec la Fondation du Patrimoine préalablement au lancement du mécénat populaire.

Elle rappelle que la Fondation du Patrimoine se propose d'élaborer une plaquette d'information pour diffusion auprès des mécènes potentiels et de la population ; que la Communauté de Communes a accordé un fonds de concours de 20.000 € ; que la Région va examiner le dossier en octobre 2015 et que le Fonds Européen va se prononcer pour la 2ème tranche en 2016.

Elle informe également le Conseil Municipal que M. BOUCHARD, Propriétaire du Domaine de Fontainebleau, a consenti un don de 10.000 €, ce dont elle le remercie publiquement au nom de la Commune.

Elle soumet à l'assemblée le projet de plaquette réalisée par la Fondation en concertation avec la commission communale "Patrimoine et communication". L'association des Amis de Paracol aidera la Commune à récolter les dons.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce projet de convention.

*Mme BREBAN demande à tous les Conseillers de participer financièrement à cette opération.*

*Mme INGRASSIA attend toutes suggestions permettant de récolter un maximum de dons.*

*Mme DONADEY informe que le Père Serge va informer les paroissiens lors de la messe dominicale. Elle précise que les dons sont déductibles des impôts.*

*M. BENTOUMI propose l'idée de M. PAZ : chaque Conseiller Municipal pourrait reverser un mois d'indemnités de fonctions à la Fondation pour abonder le plan de financement afin de montrer l'exemple comme M. BOUCHARD.*

*Mme INGRASSIA répond que ce point n'a pas été évoqué ni discuté en commission et qu'en conséquence cela sera soumis éventuellement à une prochaine réunion.*

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
**APPROUVE** les termes du projet de convention proposée par la Fondation du Patrimoine,  
**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à procéder à toutes les démarches nécessaires à son application.

### 4-3- Lancement de l'appel d'offres pour les travaux extérieurs

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 22 janvier 2015, le Conseil Municipal a approuvé le projet de restauration de la Chapelle «Notre-Dame de Pitié » pour ce qui concerne les travaux extérieurs (couverture, façades et décors).

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine.  
Mme INGRASSIA indique au Conseil Municipal que M. Michel TRUBERT a rédigé le Dossier de Consultation d'Entreprises (D.C.E.) et que l'appel d'offres peut maintenant être lancé.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette affaire.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,  
Considérant que le plan de financement prévisionnel de l'opération a été arrêté par délibération de ce jour,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer l'appel d'offres pour les travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » pour sa partie extérieure (couverture, façades et décors).

### 5 - Réhabilitation de la Magnanerie à « Châteaurenard » - Présentation du projet et lancement d'une consultation auprès de bureaux d'études

Monsieur le Maire informe l'assemblée du projet de réhabilitation du bâtiment communal dénommé « La Magnanerie » et sis au lieu-dit « Châteaurenard ».  
Il rappelle que ce bâtiment a été édifié par la Commune dans les années 1990 et était destiné à recevoir un musée de la soie, d'où son nom. Sa construction a été interrompue au niveau du gros œuvre.

Il indique que la surface de ce bâtiment et sa situation permettent de le réhabiliter pour l'affecter comme salles de séminaires, mariages, etc... après réalisation des travaux de second œuvre, d'extension du réseau d'eau potable, d'installation d'un système individuel d'assainissement, de création d'un chemin d'accès et d'aménagement de parkings. Une estimation approximative du montant de l'opération s'élève à 600.000 € HT (y compris les études).

Il propose au Conseil Municipal de lancer une consultation auprès de bureaux d'études afin de solliciter un diagnostic de l'état des lieux, une proposition d'aménagement et un estimatif financier de l'opération.

M. KINET intervient pour proposer de confier également au bureau d'études, en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

M. DEBAQUE prend la parole pour informer que des bénévoles valais ont procédé au débroussaillage et nettoyage des abords du bâtiment. Il les en remercie.

M. FOURNEL demande qui a travaillé sur cette estimation de 600.000 € : la commission des travaux ou un intervenant extérieur et ce que comprend ce projet comme travaux.

M. DEBAQUE indique que les travaux sont estimés à 600.000 € pour les études, les travaux intérieurs et les aménagements extérieurs (parking, réseaux,...)

M. FOURNEL insiste en demandant comment ce montant de 600.000 € a été déterminé sans l'aide d'un bureau d'études. Il craint que cette estimation ne soit revue à la hausse quand le bureau d'études travaillera sur le projet avec précision.

M. DEBAQUE répond que la Mairie dispose de banques de données pour les travaux sur lesquelles la commission s'est basée pour arrêter ce montant. De plus les travaux extérieurs seront réalisés par les services techniques en régie.

M. FOURNEL demande si le temps passé a été évalué pour le travail des services techniques pour qu'un chiffrage puisse être possible.

Mme VOLANTE demande que le plan de financement définitif soit présenté au Conseil Municipal dès qu'il sera arrêté mais aussi à la commission des Finances pour permettre de le budgéter, avec indication du planning de réalisation prévisionnel.

M. FOURNEL demande aussi à étudier la rentabilité du projet.

M. SAULNIER répond qu'effectivement le but de cette réalisation est de rentabiliser le site par des locations de salles.

M. TORRESILLA rappelle que plusieurs pistes ont été ouvertes depuis quelques jours (le complexe culturel pour 1.200.000 €, la Magnanerie pour 600.000 €, la place Gambetta et la rue Nationale pour 1.500.000 €) donc des projets importants. Il fait part de ses doutes sur l'opportunité d'engager les finances communales sur ce projet vu le coût estimatif de 600.000 € qui représente la moitié du budget pour une salle polyvalente moderne et polyvalente, abordée en commission. Il reste dubitatif aussi sur la visibilité de l'action de la Commune car manquant de clarté. Il demande si le projet d'aménagement d'un complexe culturel au foyer municipal présenté par le CAUE a été abandonné. Il demande à M. le Maire de tracer une ligne de direction pour mieux comprendre les propositions d'investissements futurs.

M. SAULNIER répond que le projet de complexe culturel du foyer n'est pas abandonné mais qu'un chiffrage d'une réhabilitation était nécessaire ainsi qu'une étude sur le potentiel de ce bâtiment afin de mieux cerner techniquement et financièrement ce projet. Il indique que ce projet est mis en attente pour l'instant. Pour la Magnanerie, vu l'excellent état du bâtiment, le montant de 1.200.000 € prévu pour l'aménagement d'une salle polyvalente moderne ne sera pas atteint loin de là. Sa rentabilisation pourra se faire via sa mise en location pour différents événements (mariages, séminaires, etc...) et ce dans des délais très raisonnables. Il indique souhaiter ouvrir bientôt le domaine aux administrés pour qu'ils puissent le visiter. Des demandes d'aides financières pourront être déposées auprès de divers partenaires vu l'intérêt intercommunal du site. M. le Maire informe l'assemblée que M. le Sous-Préfet a demandé à visiter le site de 600 ha, ce qui sera certainement un élément déclencheur au niveau régional notamment.

M. TORRESILLA indique que l'aspect financier de ce projet l'interpelle effectivement et demande de se rapprocher de la Région, de la Communauté de Communes, de la Provence Verte etc... pour essayer d'impulser une dynamique et obtenir des aides conséquentes pour ce projet-là.

M. SAULNIER confirme que c'est bien dans cette optique là qu'œuvre la Commune.

M. BENTOUMI demande des précisions sur le complexe culturel (abandonné, suspendu, reporté...) et si, en cas de renvoi, le foyer municipal actuel fonctionnera toujours ? M. BENTOUMI rappelle qu'un projet de réaménagement a été présenté par le CAUE et a reçu l'aval des commissions.

M. SAULNIER répond que ces locaux seront toujours mis à disposition mais ceci selon les règles de sécurité déjà indiquées à maintes reprises par M. Xavier GIRAUD, Adjoint à la Sécurité. Le projet de réaménagement du foyer et pour l'instant mis en attente.

M. FOURNEL intervient pour indiquer que le site ne fait pas 600 ha mais seulement 200 ha.

M. SAULNIER indique que le domaine fait 200 ha mais la forêt ouverte au public autour fait 400 ha, d'où les 600 ha annoncés.

Mme RIHAL conseille de prendre garde aux termes employés dans les conventions d'aides financières pour pallier tout risque de voir le Domaine échapper à la Commune.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : **2 CONTRE** : MM. LANGE et VERDON

**2 ABSTENTIONS** : MM. TORRESILLA et BENTOUMI

**APPROUVE** le projet de réhabilitation du bâtiment appelé « La Magnanerie » pour l'affecter à comme salles de séminaires, mariages, etc...

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer une consultation auprès de bureaux d'études pour dresser un diagnostic de l'état des lieux, proposer un aménagement du bâtiment avec estimatif financier de l'opération, ainsi qu'en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

**INDIQUE** que les crédits nécessaires à cette étude seront inscrits au budget communal 2015 (chapitre 20)

### **6 - Installation de toilettes publiques automatiques - Accord de principe avant le lancement de la consultation**

Monsieur le Maire informe l'assemblée du projet d'installation de toilettes publiques automatiques en centre-ville. Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement.

M. CULINATI indique que des toilettes automatiques seront installées dans le local actuel des WC publics du parking du Paradou devenus obsolètes. Il donne les détails du mode de fonctionnement de cet équipement et précise que son utilisation est gratuite. L'estimation moyenne de cet équipement est de 30.000 €.

M. BENTOUMI demande le coût de la maintenance de ces installations.

M. CULINATI répond que ce coût est différent d'un fournisseur à un autre mais que de toute façon la maintenance sera à contractualiser obligatoirement.

M. BENTOUMI insiste pour avoir une estimation de ce coût de maintenance. Il estime que le coût est très élevé et qu'il serait peut-être envisageable de procéder à une réfection des toilettes actuelles avec un nettoyage plus fréquent.

M. TORRESILLA souligne l'avantage incontestable que représente le nettoyage automatique de ces toilettes.

M. SAULNIER rappelle que le jardin public n'est pas équipé de toilettes et que cet équipement permettra la desserte de tout un quartier très fréquenté.

M. BENTOUMI demande une nouvelle fois quel sera le coût de la maintenance annuelle.

M. SAULNIER lui indique que pour l'instant ce coût n'est pas connu précisément et que ce sera lors de l'ouverture des plis de l'appel d'offres qui va être lancé que le choix pourra être fait en prenant en considération ce paramètre.

M. LANGE demande si l'équipement appartiendra à la Mairie ou s'il sera loué.

M. CULINATI rappelle qu'il s'agit d'un achat et qu'en conséquence il appartiendra à la Commune.

M. LANGE demande à quel endroit il sera installé.

M. CULINATI rappelle qu'il sera installé à l'intérieur du bâtiment des WC publics du parking du Paradou.

M. FOURNEL admet que cet équipement est nécessaire mais il propose d'étudier une autre formule d'équipement avec présence de personnel pour nettoyer les sanitaires.

M. CULINATI indique que le personnel communal sera doté de produits dont il devra approvisionner l'équipement. La maintenance ne devra intervenir qu'une fois par an pour une révision du matériel.

Il propose au Conseil Municipal de lancer une consultation auprès de sociétés spécialisées.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement

Après en avoir délibéré,

A la majorité : **2 CONTRE** : MM. LANGE et VERDON

**APPROUVE** le projet d'installation de toilettes publiques automatiques au parking du Paradou pour remplacer les WC publics vétustes

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer une consultation auprès de sociétés spécialisées,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 21)

## **7 - Locaux scolaires**

7-1- Groupe scolaire - Diagnostic des travaux de remise en état avec lancement d'une consultation de bureaux d'études

Monsieur le Maire informe l'assemblée de l'état préoccupant des locaux du Groupe Scolaire qui n'a pas subi de travaux d'entretien digne de ce nom depuis de nombreuses années.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui indique avoir procédé à une visite d'inspection de l'établissement. Il propose à l'assemblée de solliciter l'aide technique d'un bureau d'études pour dresser un inventaire des travaux à réaliser et les chiffrer.

Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, dresse un état des lieux du Groupe Scolaire en précisant les locaux concernés par un besoin de rénovation.

#### école maternelle

- menuiseries simple vitrage
- isolation
- climatisation

#### école élémentaire :

- plafonds à rabaisser (trop hauts pour pouvoir être nettoyés par le personnel et déperdition de chaleur)
- poutre maitresse de 3 classes à vérifier
- menuiseries des classes du côté de la cour à refaire
- porte de la classe 8 qui pourrait être fermée (car une autre porte d'évacuation existe). C'est en effet par cette porte que l'eau est entrée en juin 2014 et a inondé l'école.
- cantine
- passage entre les cuisines et le réfectoire à aménager car directement sous les tuiles et sol non conforme (règles d'hygiène non respectées)
- toutes les portes extérieures sont pourries et réparées avec des planches pour "cacher la misère".
- les murs extérieurs sont très sales avec de plus des morceaux de crêpi qui sont tombés et des fers à béton qui dépassent
- le plateau d'évolution sportive doit être clôturé avec un accès vers le préfabriqué et un autre vers la cour.

Mme VOLANTE demande s'il ne serait pas envisageable de faire installer des faux plafonds dans le hall de l'école élémentaire.

M. SAULNIER indique que le bureau d'études fera des propositions avec un échéancier d'interventions.

M. FOURNEL attire l'attention sur le coût très important engendré par ces travaux de grande ampleur. Il demande à M. le Maire et à M. DEBAQUE si pour les travaux les plus urgents, une intervention des services techniques est programmée pendant les vacances scolaires de cet été.

M. DEBAQUE répond affirmativement.

M. KINET indique que le personnel de cantine a besoin de vestiaires individuels.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à lancer une consultation de bureaux d'études pour une mission de maîtrise d'œuvre destinée à dresser un diagnostic de l'état des bâtiments, proposer des travaux de rénovation et chiffrer l'opération.

M. KINET intervient pour proposer de confier également au bureau d'études, en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. DEBAQUE, Adjoint aux Travaux,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet de rénovation du Groupe Scolaire,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer une consultation auprès de bureaux d'études pour dresser un diagnostic de l'état des lieux, proposer un aménagement du bâtiment avec estimatif financier de l'opération, ainsi qu'en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

**INDIQUE** que les crédits nécessaires à cette étude seront inscrits au budget communal 2015 (chapitre 20)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la salle polyvalente de l'école élémentaire doit être rénovée car ayant subi des dégradations suite à des infiltrations d'eau par la toiture, d'où une détérioration importante des plafonds et des moisissures dans les placards. Les peintures de cette salle doivent également être refaites.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE dresse un état des lieux de la salle polyvalente et indique que les travaux de rénovation pourront être entrepris en régie par la Commune (Services Techniques)

Il indique que les travaux de réfection de la salle polyvalente seront entrepris durant l'été par les services techniques.

*Mme PASQUET demande s'il est possible de les programmer plutôt en juillet car les agents de nettoyage sont en congés en août. Ils doivent donc remettre en place tout le matériel fin juillet.*

*M. DEBAQUE donnera les ordres en conséquence mais ne peut promettre que tout sera fait fin juillet car certains agents des services techniques sont également en congés ce mois-là.*

*M. FOURNEL rappelle que la Commune a été déclarée sinistrée notamment pour les écoles. Il demande si les moisissures constatées dans la salle polyvalente sont dues aux inondations de 2014. Une indemnisation est-elle intervenue ?*

*M. DEBAQUE ne peut pas affirmer qu'un expert soit passé.*

*M. SAULNIER indique que la procédure est close.*

*Mme BREBAN pense que les inondations ne sont pas la cause des désordres constatés dans la salle polyvalente. C'est le manque d'entretien qui est à l'origine des problèmes.*

*M. KINET demande la transformation des deux portes extérieures de cette salle en portes vitrées afin que lors des scrutins électoraux elles puissent être fermées. Il rappelle qu'en décembre des élections sont prévues et qu'il ne sera pas possible d'assurer la tenue du bureau de vote dans le froid et le courant d'air. Il avertit d'ores et déjà l'assemblée que si cela n'était pas fait d'ici là il n'assurerait pas la permanence au bureau de vote.*

*M. GIRAUD précise que cette disposition va à l'encontre de la décision précédente qui stipule qu'un bureau d'études va être chargé de dresser un bilan des travaux à entreprendre. Nous devons attendre les propositions des spécialistes en la matière.*

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à procéder aux travaux de rénovation de cette salle.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. DEBAQUE, Adjoint aux Travaux

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet de rénovation de la salle polyvalente de l'école élémentaire,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires à cette étude seront inscrits au budget communal 2015 (chapitre 011)



## 8 - Affaires foncières

### 8-1-Terrain MISTRE « Notre-Dame »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une opération a été lancée par l'équipe municipale précédente pour la mise en place d'un périmètre de protection des réservoirs d'eau de la Commune situés lieu-dit « Notre-Dame ». Cette mesure est obligatoire dans le cadre des règles nationales imposées aux communes pour protéger l'eau potable et ses accessoires.

Dans le cadre de cette opération plusieurs parcelles sont concernées tant sur le territoire communal valais que sur celui de Brignoles, les réservoirs étant situés en limite de communes.

Parmi les propriétés concernées figurent celles de :

- Mme MISTRE pour 21a06ca issus de la parcelle AZ 111 lieudit « Vaupinouard » BRIGNOLES
- la succession « BOURRELLY-GABRIEL » pour 27a10ca issus de la parcelle AZ 138 lieudit « Vaupinouard » BRIGNOLES
- Mme VANDENBOSCH-LESCAL pour 2a20ca issus de la parcelle E 927 lieu-dit « Notre-Dame » LE VAL

Des pourparlers, ont été et sont menés par l'expert foncier de la Commune.

Les terrains de Mme JAPPEL Huguette étaient également concernés par l'emprise du périmètre de protection avec la cession de 8a 53ca issus de la parcelle cadastrée Section E n° 718 « Notre-Dame » de 3ha 51a en nature de bois. L'acte de cession a été signé au prix de 843 €, soit 1 € le m<sup>2</sup>.

Quant aux terrains cadastrés Section E n° 742 et 743 pour respectivement 1690 m<sup>2</sup> et 416 m<sup>2</sup>, à céder par Mme Lucette MISTRE, les pourparlers ont permis de négocier leur cession selon les conditions suivantes :

-Un prix d'achat d'un montant total de 6.000 € se ventilant en :

- - une valeur vénale de 2.106 € (1 € le m<sup>2</sup>)
- - une indemnité accessoire pour perte d'aménagement (vu l'implantation partielle des réservoirs d'eau sur ces terrains) de 3.894 €

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris en considération le projet d'instauration d'un périmètre de protection des réservoirs d'eau potable communaux,

Après avoir consulté le plan cadastral avec emprise sur les parcelles alentours,

Considérant l'obligation faite par la loi de protéger les ressources en eau potable et ses équipements et accessoires,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'offre de vente exprimée par Madame MISTRE Lucette,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

*M. KINET s'abstient vu le prix accordé à Mme MISTRE exorbitant d'après lui par rapport au prix actuel du m<sup>2</sup> en forêt. Il craint que cela ne crée un précédent préjudiciable pour les futurs acquéreurs de parcelles forestières.*

**PREND EN CONSIDERATION** la proposition de cession de 2.106 m<sup>2</sup> issus de la parcelle AZ 111 pour 1690 m<sup>2</sup> (E 742) et pour 416 m<sup>2</sup> (E 743) lieu-dit « Notre-Dame au prix de 6.000 € faite par Mme MISTRE Lucette, prix se décomposant en :

- - une valeur vénale de 2.106 € (1 € le m<sup>2</sup>)
- - une indemnité accessoire pour perte d'aménagement (vu l'implantation partielle des réservoirs d'eau sur ces terrains) de 3.894 €

**DECIDE** l'acquisition par la Commune desdites parcelles E 742 et 743, soit une superficie de 2.106 m<sup>2</sup>, au prix total de 6.000 €

**PRECISE** que les crédits seront ouverts au budget de l'eau potable 2015 (chapitre 21).

8-2-Terrains RASTEGUE/TOSCAN « Les Ferrages »
---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'Agence chargée de la vente des parcelles appartenant l'une à M. Yves RASTEGUE et l'autre à M. Olivier TOSCAN et sises Quartier « Les Ferrages », en face de l'entrée du stade Rue Nationale, a pris contact avec lui pour proposer de les céder à la Commune.

Considérant le projet en cours d'aménagement de la Rue Nationale jusqu'au stade et notamment la création d'un petit rond-point dans ce secteur,

Considérant le besoin de parking dans le village,

Considérant la situation limitrophe à la voie publique de ces deux parcelles formant une unité foncière,

M. le Maire propose au Conseil Municipal cette acquisition foncière

M. le Maire informe l'assemblée qu'il a négocié le prix avec l'Agence pour le fixer à environ 30.000 € chaque terrain, d'une surface de 254 m<sup>2</sup> pour la F 543 (M. RASTEGUE) et de 307 m<sup>2</sup> pour la F 546 (M. TOSCAN), pour respecter une offre de 60.000 € pour l'ensemble.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

Mme VOLANTE souligne que les travaux sur la Rue Nationale ne sont qu'en phase "projet", et demande pourquoi la Commune achète ces terrains avant que ne soit entériné ledit projet.

M. SAULNIER répond que cette acquisition est à traiter séparément des travaux de la Rue Nationale car visant à créer une vingtaine de places de parking à l'entrée du village.

M. FOURNEL demande si ces terrains sont classés constructibles.

M. SAULNIER répond affirmativement.

M. LANGE admet que ces terrains sont classés en zone constructible au POS (UB) mais précise que vu le recul imposé par la rue et par les limites séparatives, les acquéreurs ne pourraient construire que sur 6 mètres, le terrain ne faisant que 15 mètres de large. Il affirme que le prix est trop élevé. De plus, il rappelle que, contrairement à ce qui est dit dans la note de synthèse, l'acquisition de ces terrains n'a pas de relation avec la création du rond-point projeté avant le stade.

M. SAULNIER indique que le rond-point a été déplacé légèrement vers l'entrée du stade et l'acquisition de ces deux parcelles n'a aucune incidence sur son aménagement en effet. Par contre, elle permettra la création de parkings et l'installation de containers enterrés sur le côté. Il précise que les terrains sont bien classés en zone constructible et les acquéreurs potentiels pourraient très bien construire une maison individuelle de faible superficie au sol mais à étages.

M. LANGE convient de l'utilité du projet bien qu'il pourrait être envisagé de l'autre côté du chemin où un emplacement réservé existe (propriété CHABAS) sur un terrain plus grand. Il revient sur les parcelles proposées à la vente pour rappeler que des frais supplémentaires seront à la charge de la Commune (bornage, travaux d'aménagement conséquents,...). Il prévoit qu'une dépense totale de 80.000 € devra être engagée et souligne que pour 16 emplacements de parkings cela lui semble démesuré.

M. BENTOUMI rejoint M. LANGE sur ses considérations. Il pense d'autre part que l'investissement devrait plutôt être envisagé sur la propriété CHABAS. Il propose aussi qu'un recensement soit réalisé au niveau du nombre et de l'emplacement des places de stationnement sur la Commune avant d'envisager la création d'un nouveau parking. Il indique que devant la remise achetée par la Commune aux héritiers de M. TAXIL aux Ferrages, on pourrait aménager un parking en épi, dessiné au sol, sur 15 mètres linéaires après avoir déplacé les containers poubelles. Il souhaiterait qu'avant d'engager la Commune sur 80.000 €, une étude soit menée à ce niveau.

M. SAULNIER précise que les terrains sont à la vente et que donc la décision doit être prise ce soir. Quant au projet d'aménagement d'un parking vers le lavoir c'est un autre sujet qui pourra être discuté plus tard.

M. GIRAUD indique qu'il est toujours bon pour une Commune d'acquérir des terrains constructibles à l'intérieur du village, car elle pourra toujours les revendre plus tard, avec une plus-value, en cas de besoin de liquidités. C'est une saine gestion en "bon père de famille".

M. TORRESILLA convient qu'il y a des investissements à faire avec une création de parkings mais estime que le terrain CHABAS, à proximité, d'une superficie de 3.000 m<sup>2</sup>, classé en emplacement réservé et en zone ND donc zone naturelle serait mieux approprié. Il indique qu'une négociation pourrait être menée avec M. CHABAS pour lui proposer d'acquérir, pour le même prix, cette pointe de terrain. Il souligne qu'ainsi la Commune disposerait d'une superficie plus grande (6 fois) donc d'un parking plus conséquent et ceci avec des aménagements moindres. Il demande pourquoi la discussion n'est pas menée en ce sens au niveau de la délibération du Conseil Municipal pour utiliser les moyens donnés par le POS. D'autre part, il fait remarquer que si une Agence vient présenter des terrains à la vente à une Mairie c'est qu'elle ne parvient pas à les vendre à des particuliers. Il ne voit pas l'intérêt pour une agence de procéder ainsi. Il indique que certes ce terrain est en zone constructible mais qu'il n'est pas pour autant constructible. Il considère que cette dépense est déraisonnable vu l'emplacement réservé tout proche. Il demande pourquoi il n'y est pas fait allusion et pourquoi on n'en tire pas profit. Il dit avoir remis à M. DEBAQUE un projet de parking à l'entrée du village, chemin de Correns où le busage a été refait, et que le nombre d'emplacements a été doublé en les positionnant en épi (de 6 à 13). Il indique n'avoir eu aucun retour de ce projet. Il propose donc dans un premier temps de rationaliser les emplacements existants.

M. BENTOUMI indique que la Commune a laissé passer aussi le terrain du chemin du Marteau où un particulier va y aménager un parking. Il ne comprend pas pour quelle raison alors que c'est un endroit stratégique.

M. SAULNIER précise que ces terrains sont classés en "jardins protégés" et qu'ils ne doivent pas être aménagés différemment.

M. BENTOUMI indique que pourtant il est aménagé en parking.

M. KINET indique que vu le projet d'aménagement de la Place Gambetta et de la Rue Nationale, et l'existence de garages le long de ces voies, une quarantaine de véhicules devra être recasée. Il considère l'opportunité de ce projet d'acquisition foncière comme intéressante vu la possibilité d'y créer une quinzaine d'emplacements de parking. Il précise ne pas être d'accord avec M. LANGE car sur deux parcelles de 300 m<sup>2</sup> il peut être édifié deux maisons "de ville" qui peuvent intéresser des jeunes couples primo-accédants n'ayant pas les moyens de financer l'achat d'un terrain à 100.000 €.

M. FOURNEL rejoint l'idée de M. GIRAUD pour l'acquisition de ce terrain pour y aménager un parking mais propose qu'une étude soit menée parallèlement sur les parkings existants pour envisager un agrandissement, voir étudier des parkings à étages.

Mme BREBAN dit s'abstenir parce que trouvant que tous les intervenants ont raison dans leur discours et ne voulant pas trancher pour ou contre.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 4 CONTRE : MM. TORRESILLA-VERDON-BENTOUMI-LANGE

2 ABSTENTIONS : Mmes BREBAN et VOLANTE

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section F à l'échelle 1/625<sup>ème</sup>

Vu l'offre de vente exprimée par MM RASTEGUE Yves et TOSCAN Olivier,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

**Considérant** que ces terrains seront aménagés en parking public, et être inscrits dans les réserves foncières de la Commune,

**PREND EN CONSIDERATION** cette proposition de cession de terrains faite par MM. Yves RASTEGUE et Olivier TOSCAN des parcelles limitrophes cadastrées Section F n° 543 et 546 pour une surface respective de 254 m<sup>2</sup> et 307 m<sup>2</sup> au prix total de 60.000 € (24.423 € pour la 543 et 35.577 € pour la 546)

**DECIDE** l'acquisition par la Commune de cette unité foncière au prix de 60.000 € (frais d'agence inclus).

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 21 du budget communal 2015

**AUTORISE** Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu sous la forme administrative.

8-3-Terrain NICOLAS « La Jouberte »
-------------------------------------

*Mme Sylviane DONADEY quitte la salle avant cette délibération vu son lien de parenté direct avec Mme NICOLAS Claudine.*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Mme NICOLAS lui a proposé de vendre à la Commune sa parcelle de terrain sise Quartier « La Jouberte » et cadastrée Section E n°1112 pour 792 m<sup>2</sup>, et ce au prix de 18.000 €.

Il présente un plan de situation et un plan cadastral du terrain concerné qui est situé en limite de la déviation routière sur la portion comprise entre le rond-point de la coopérative et celui du la route de Bras.

Il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

*M. KINET indique que compte-tenu du recul d'alignement de 35 m de l'axe de la déviation, ce terrain ne vaut pas le prix demandé car uniquement 20 % de sa superficie reste constructible. Le prix serait à ramener à 20 % de son prix de vente d'après lui.*

*M. SAULNIER demande si le Conseil Municipal voit un intérêt public quelconque à cette acquisition.*

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré,

Considérant la situation géographique dudit terrain,

Considérant l'inexistence d'un quelconque intérêt public à son acquisition,

Considérant le prix de vente proposé,

A l'unanimité,

**DECIDE** de rejeter la proposition de cession de Mme Claudine NICOLAS pour son terrain cadastré Section E n° 1112.

## 9 - Personnel communal

### 9-1-Création d'emplois en C.E.E. (Contrat d'Engagement Educatif) pour le Centre de Loisirs de l'été

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de créer des emplois pour assurer le fonctionnement du Centre de Loisirs de l'été 2015. Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'Enfance et à la Jeunesse.

Mme PASQUET propose la création d'emplois à durée déterminée sous la forme de Contrats d'Engagement Educatifs (C.E.E.) en remplacement des contrats saisonniers d'animateurs créés les années précédentes pour le Centre de Loisirs de l'été trop onéreux pour la Commune.

Elle précise que, bien que la loi du 26 janvier 1984 considère que le recrutement contractuel doit rester une exception, rien ne s'oppose à ce que la collectivité conclue des contrats occasionnels de droit privé dans le domaine de l'animation dans lequel les collectivités rencontrent parfois des difficultés pour le recrutement d'agents d'animation temporaires, compte tenu des horaires qui peuvent être effectués.

Les dispositions à respecter dans ce type de contrat sont les suivantes :

#### **1 - L'identité des parties et leur domicile**

#### **2 - La durée et les conditions de rupture anticipée**

La durée cumulée des contrats conclus par un même titulaire de contrat ne peut excéder 80 jours sur une période de 12 mois consécutifs. En l'absence d'accord entre les parties, le CEE ne peut être rompu à l'initiative de la collectivité avant l'échéance du terme que pour cas de force majeure, faute grave de l'agent ou impossibilité pour celui-ci de continuer à exercer ses fonctions.

#### **3 - La rémunération**

La rémunération des personnes titulaires d'un CEE ne peut être inférieure à 2.20 fois le montant du salaire horaire minimum de croissance par jour.

Lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, nourriture et hébergement sont intégralement pris à la charge de l'organisateur d'accueil et ne peuvent pas être considérés comme des avantages en nature.

Le régime social des rémunérations : les bases forfaitaires applicables aux animateurs et directeurs occasionnels recrutés pour assurer l'encadrement des mineurs dans les centres de vacances et de loisirs sont applicables quelque soit le type de contrat signé ou le type de rémunération versé. La base forfaitaire est donc applicable fiche ACOSS N° 2007-033 courrier du 16/04/2010 de l'URSSAF.

#### **4 - Le nombre de jours travaillés**

Le programme indicatif des jours de travail pendant la période du contrat doit être indiqué dans celui-ci. Il doit également préciser les cas dans lesquels une modification éventuelle de ce programme peut intervenir ainsi que la nature de cette modification. Toute modification doit être notifiée à l'agent 7 jours au moins avant la date à laquelle elle doit avoir lieu, sauf pour les cas d'urgence.

Le titulaire du contrat bénéficie chaque semaine d'un repos dont la durée ne peut être inférieure à 24 heures consécutives.

#### **5 - Les cotisations de retraite complémentaire**

Les cotisations de retraite complémentaire seront versées à l'IRCANTEC.

#### **6 - Ce contrat n'ouvre pas droit à indemnité de précarité.**

Mme PASQUET propose d'appliquer les dispositions de la loi sur les C.E.E. et donc de ne plus payer les animateurs au smic horaire mais avec un forfait journalier. Toutefois, elle considère que les montants proposés dans cette loi sont trop faibles et ne motivent pas le personnel qui a une charge importante au niveau de l'animation et de l'encadrement des enfants. Elle précise que le Directeur est un employé communal donc payé à l'indice. Elle propose de rémunérer le directeur adjoint à raison de 50 € par jour, les animateurs BAFA à 40 € par jour et les stagiaires, non rémunérés jusqu'à ce jour, à 29 € par jour. Mme PASQUET précise qu'il y aura 9 emplois rémunérés et 4 stagiaires, sans compter l'agent mis à disposition par LE VAL BESSILLON.

M. FOURNEL demande si cet agent sera donc bien rémunéré par LE VAL BESSILLON.

M. DEBAQUE répond affirmativement mais ajoute ne pas pouvoir s'engager sur la pérennité de cette mise à disposition. Il demande à ce que Mme PASQUET se rapproche du nouveau président.

M. CULINATI demande confirmation d'une baisse de salaire pour les animateurs. Il souhaite savoir à combien s'élève le manque à gagner par rapport à l'an dernier.

M. KINET approuve le fait de rémunérer les stagiaires vu le coût de la préparation du BAFA (assez cher) mais considère que le montant n'est pas assez élevé.

Mme PASQUET répond que pour 3 semaines la rémunération avoisine les 600 € sans compter les repas qui sont gratuits.

Mme VOLANTE demande la différence exacte entre l'ancien et le nouveau système.

Mme PASQUET répond que 8.10 € de l'heure net multiplié par 3 semaines donne 850 € alors qu'avec le CEE la rémunération pour 3 semaines s'élève à 600 €.

Mme VOLANTE précise donc que la rémunération passe de 283 € la semaine à 200 €.

M. TORRESILLA indique qu'il est contre cette révision à la baisse des rémunérations des animateurs, et ce par principe. Il considère qu'on sanctionne des jeunes qui sont formés, qui encadrent des enfants avec une responsabilité certaine à ce niveau, qui font près de 10 h par jour avec des réunions après la journée, et tout cela pourquoi, pour mettre en place un dispositif appelé "C.E.E.". Il attire l'attention sur l'inégalité entre les jeunes qui travailleront en Mairie sans grande responsabilité et ceux qui vont encadrer des enfants au centre de loisirs en étant payé un tiers de moins. Il précise que si on doit faire des économies ce n'est pas là qu'il faut les faire mais sur les projets importants qui ont été discutés précédemment.

Mme PASQUET précise que toutes les autres communes procèdent ainsi.

M. TORRESILLA indique que le SMIC doit bien être le salaire minimum.

Mme PASQUET répond que le SMIC n'est pas le salaire minimum dans l'animation.

M. TORRESILLA rejette l'idée de diviser par deux le salaire des animateurs. Il dit qu'ils se sont donnés la peine d'être formés pour travailler et qu'il ne faut pas les dégoûter en leur proposant un salaire dérisoire alors que c'est pour financer leurs études.

Mme VOLANTE rejoint M. TORRESILLA sur le fait que vu le coût du BAFA qui est de l'ordre de 500 €, ces jeunes doivent travailler au minimum deux fois 2 semaines pour récupérer cette somme sachant tout de même que les deux premières semaines ils perçoivent une rémunération moindre car embauchés en qualité de stagiaires. Elle souligne que la responsabilité de ces jeunes est importante vu que des enfants leurs sont confiés. Elle ajoute que leurs heures ne sont pas comptés car ils ont des réunions après la journée des préparations hors horaires. Elle considère donc que 200 € par semaine est une rémunération trop basse vu que l'hébergement n'est pas inclus comme dans les centres de vacances par exemple.

M. SAULNIER demande que le montant des rémunérations soit revu à la hausse vu les réactions de l'assemblée et les observations faites.

Mme PASQUET propose d'augmenter la rémunération à 300 € la semaine comme à CARCES.

M. GIRAUD demande à Mme PASQUET si des charges sont à comptabiliser en plus.

Mme PASQUET répond affirmativement mais précise que les charges sont moindres que pour des agents payés au SMIC horaire.

M. GIRAUD indique qu'en conséquence, vu l'économie sur les charges, une augmentation des alaires pourrait être envisagée.

Mme PASQUET répond qu'il n'y a pas une grande différence entre les deux systèmes.

Mme INGRASSIA propose que soit calculé un montant équivalent pour une journée à la rémunération versée lorsqu'on les payait à l'heure.

Mme PASQUET répond que dans ces conditions les contrats CEE n'ont plus aucun intérêt.

Mme GAQUIERE rétorque que le fait de payer les animateurs à la journée permet de ne pas compter leurs heures lorsqu'il y a des réunions le soir. C'est l'un des avantages du contrat CEE. Elle précise que dans l'animation il y a les heures effectuées dans la journée et celles à assurer le soir pour la préparation des jeux du lendemain, des sorties.... Les animateurs ne sont pas payés à l'heure. Leur contrat recouvre leurs activités dans une globalité et le CEE permet cette souplesse.

M. KINET précise que pour un mois de travail les animateurs ont leurs droits ouverts pour un trimestre pour leur retraite. Si on les paie avec ce type de contrat, aucun trimestre ne sera validé.

M. GIRAUD précise que les durées de contrats ont été basées sur 3 semaines pour être équitable par rapport aux contrats de saisonniers embauchés pour l'été. Il indique que la Commission du Personnel a été d'accord sur ce point. Il pense logique d'autre part qu'un calcul soit fait pour que les rémunérations des animateurs rejoignent celles des saisonniers. L'économie ne doit pas être faite "sur le dos" des jeunes mais sur le système en ayant recours aux C.E.E. plutôt qu'aux contrats basiques habituels.

M. KINET dit son désaccord car les saisonniers embauchés à la Mairie ne font pas l'objet d'une charge de travail importante et, la plupart du temps, se tournent les pouces, alors que les animateurs doivent assurer l'encadrement d'enfants.

Mme PASQUET propose une rémunération de 320 € net par semaine vu les chiffres appliqués par les autres communes ou organismes tels que l'ODEL,.....

M. GIRAUD demande si le Conseil Municipal est d'accord pour que dès le lendemain une simulation des fiches de paie d'un saisonnier soit faite, puis de diviser le salaire par 15 (pour 3 semaines) et qu'on arrête le tarif journalier.

Mme INGRASSIA précise que le salaire des saisonniers ne devra pas être diminué.

M. TORRESILLA indique qu'à 320 € la semaine on reste sous le SMIC.

Mme PASQUET demande quel sera le salaire du directeur adjoint dans ces conditions.

M. GIRAUD propose que le salaire du Directeur, agent communal, soit pris comme référence ramené au jour.

Mme PASQUET demande si on peut maintenir 29,75 € brut par jour pour les stagiaires que nous n'avons jamais payé jusqu'à ce jour.

Mme PASQUET informe l'assemblée que des visites régulières sont nécessaires au Centre de Loisirs car parfois elle trouve les animateurs oisifs et les enfants qui jouent seuls dans la nature.

M. GIRAUD répond qu'il ne faut pas toujours "taper sur les jeunes" mais se tourner vers l'encadrement qui permet, en étant laxiste, de tels agissements. Il indique que cette réflexion vaut réponse à M. KINET pour sa réflexion précédente concernant les agents affectés à l'accueil de la Mairie car les personnes chargées de l'encadrement doivent faire leur travail.

M. GIRAUD souligne que cette année le nombre d'embauches de saisonniers a été réduit et qu'en conséquence l'enveloppe financière ne sera pas dépassée.

M. BENTOUMI approuve totalement la rémunération des stagiaires.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'Enfance et à la Jeunesse,



Après en avoir délibéré,

Compte tenu de l'intérêt organisationnel de ce type de contrat pour le Centre d' Accueil de Loisirs sans Hébergement du « Petit Baou »,

Considérant que le métier d'animateur implique des amplitudes horaires de travail importantes,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'autoriser Monsieur le Maire, durant la durée de son mandat et autant que de besoins :

**1 - à recruter** des animateurs de loisirs sous contrat d'Engagement Educatif pour l'ALSH du « Petit Baou »

**2 - à fixer** la rémunération de ces animateurs, conformément au texte en vigueur, de la façon suivante :

- Animateur BAFD forfait journalier : 57,75 € brut
- Animateur BAFA forfait journalier : 50,00 € brut
- Stagiaire BAFA : forfait journalier de 39,50 € brut
- Autres animateurs : forfait journalier 39,50 € brut
- Forfait veillée de 19 h 00 à 23 h 00 : 15 € brut
- Forfait nuitée pour les camps : 25 € brut par nuit de 22h00 à 7h00

**3 - à inscrire** annuellement au budget les crédits correspondants.

9-2- F.I.P.H. pour un agent communal handicapé
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'article 36 de la loi 2005-102 du 11 février 2005 a créé le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique Territoriale (FIPHFP), Etablissement Public administratif chargé de mettre en œuvre une politique publique destinée à promouvoir l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans la Fonction Publique.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal. M. Xavier GIRAUD informe l'assemblée délibérante que le FIPHFP finance au cas par cas des aides techniques et humaines qui permettent aux employeurs publics de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Suite à l'avis du médecin de la médecine préventive et pour le maintien dans son emploi, un agent communal doit être équipé d'appareils auditifs.

Conformément à la procédure du FIPHFP, l'agent a fait établir trois devis. Le montant retenu du devis est de 3.559 €. Après déduction des différents remboursements (régime obligatoire, régime complémentaire, prestation de compensation du handicap) obtenus par l'agent pour s'équiper, il restera à sa charge une certaine somme.

La Commune a déposé une demande d'aide auprès du FIPHFP et un accord a été reçu. Le FIPHFP ne peut verser la compensation qu'à la collectivité qui devra reverser à l'agent cette somme. Le Conseil Municipal doit donc accepter de procéder à ce reversement.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

**Vu** la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

**Vu** le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique, et notamment l'article 3 sur les actions pouvant faire l'objet de financement par le fonds,

Considérant que l'aide attribuée sera versée à la Collectivité après réception de la facture acquittée par l'agent,

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** de reverser le montant accordé à l'agent pour lequel la demande a été faite auprès du FIPHFP.

**PRECISE** que la dépense et la recette seront imputées respectivement aux chapitres 65 et 74

## 10 - Finances

### 10-1-Subvention 2015 au C.C.A.S.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après délibération,

A la majorité (5 abstentions : MM. SAULNIER-TURINELLI-INGRASSIA-BOSSUGE-DONADEY, membres du CCAS),

**Considérant** les crédits votés au chapitre 65 du Budget Primitif de 2015 de la Commune, et notamment celui voté à l'article 657362 visant à subventionner le C.C.A.S.,

**Considérant** que le budget du C.C.A.S. n'est pas doté de ressources suffisantes pour faire face aux charges qui lui incombent,

**ATTRIBUE** une subvention de **10.000 €** au C.C.A.S, afin d'équilibrer son budget 2015

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au mandatement de cette subvention.

### 10-2-Décision modificative au budget

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour affecter des crédits suffisants à l'imputation budgétaire affectée au paiement de la taxe d'habitation pour les logements vacants.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- compte 7391172 (chapitre 014)

- Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants..... + 7.814 €

- compte 6122 (chapitre 011) - Crédits bail mobilier..... - 7.814 €

- compte 2313 - Immeuble Pl de la Libération- Opération 359 .....+ 4.785 €

- compte 2313 - Aménagements divers - Opération 410..... - 4.785 €

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget Communal 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

10-3-F.P.I.C. (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) – Répartition du prélèvement et/ou du reversement entre les EPCI et ses communes membres pour 2015

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Comté de Provence ayant opté pour la répartition dite « de droit commun », il est inutile de délibérer à ce sujet. La question est donc supprimée à l'unanimité de l'ordre du jour.

### 10-4-Acquisitions de matériel divers

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que d'une part, les divers services communaux doivent être dotés de nouveau matériel pour exercer de façon optimum leur travail, et que, d'autre part, l'aménagement de la Commune nécessite quelques investissements au titre d'acquisition d'équipements.

Il donne la parole à chacun de ses Adjointés délégués concernés. Un détail est donné pour le matériel à commander.

M. DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux :

- une bétonnière (1.717 €), un marteau-piqueur (972 €), deux taille-haies (784 €), une débroussailleuse (1.066 €) et un échafaudage (3.000 €).

-un camion benne à 30.000 € environ

M. KINET demande si, lorsqu'on achète un nouveau véhicule un autre, vétuste, est supprimé.

M. DEBAQUE répond qu'effectivement 2 véhicules ont été détruits.

M. KINET rappelle que 4 véhicules ont été achetés récemment : 1 pick-up, 1 4x4 , 1 camion et une voiture de fonction (Mégane).

M. GIRAUD fait remarquer que le 4x4 et le pick-up ne font qu'un car il s'agit du même véhicule. D'autre part, il est exact que la vieille 205 a été détruite. On met à niveau le parc automobile par rapport à l'effectif des services techniques.

M. LANGE informe l'assemblée que l'équipe de la voirie n'a pas de véhicule hormis la balayeuse et les agents sont obligés d'en demander le prêt , à l'un ou l'autre de leurs collègues, pour l'enlèvement des encombrants. Il indique que l'équipe de maçons va se voir attribuer le camion-benne et celle de la voirie récupérera le pick-up.

M. KINET fait part de son désaccord quant à affecter le pick-up du CCFF au ramassage des encombrants.

M. LANGE indique qu'il le faut pour procéder au ramassage des encombrants autour des containers suite à l'incivilité de certains administrés.

M. GIRAUD intervient pour dire que ces décisions sont du ressort du chef de service.

M. CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement :

- un chariot de cantonnier double avec accessoires pour 622 €
- une pompe électrique 12 volts adaptable sur un véhicule, pour que les jardiniers puissent arroser les plantes, à 300 €
- 2 distributeurs de « Crotti boîtes » pour les déjections canines à 1.710 € (net de taxes)

Mme INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, indique que la Commission Communication soumet à l'approbation du Conseil Municipal, l'achat et l'installation de panneaux d'affichage lumineux multilignes, d'information municipale, un panneau double face et un simple face.

Projet et Sens : permettre la diffusion en temps réel de toutes informations concernant les manifestations festives ou autres ... les événements importants... les consignes de tout style : l'info dynamique en temps réel.

Achat de 2 panneaux : un simple face qui pourrait être installé au cœur du village (Place de la Libération ou Place Gambetta) A déterminer, qui permettra de dégager le cœur du village de toutes les diffusions papiers tellement nombreuses qu'illisibles...un double face, à l'entrée du village, sur la déviation...

Permettre aux administrés domiciliés à l'extérieur du Centre Bourg d'avoir eux aussi une information précise et réelle de ce qui se passe dans leur commune...

La Commission a reçu plusieurs entreprises différentes qui ont permis d'évaluer de façon estimative le coût de l'investissement

Prix unitaire HT simple face : 7 600 €

Double face : 14.500 €

Abonnement et service assistance : 30 € HT/panneau/mois

Installation clé en main : livraison + raccordement électrique + mise en service + formation des utilisateurs

Coût simple face : 760 €

Double face : 980 €

L'installation nécessite :

- Au niveau électrique : une ligne électrique 230 V avec protection en tête par disjoncteur 16 A Courbe Det différentiel 30 W.
- Au niveau maçonnerie : un massif béton de 0.9 X 0.9 X 0.9
- 

Technicité de fonctionnement :

Panneau connecté par réseau téléphonique planifié par ordinateur. Logiciel qui tourne en boucle, alimenté par 220 V.

Le choix précis de l'implantation sera déterminé par : des critères de lisibilité, de sécurité, de possibilité de raccordement électrique et si besoin autorisation de la DDE (pour celui double face)

M. FOURNEL rappelle que la commission "Communication" travaille depuis plus d'un an. Il précise qu'un panneau double face sera installé à l'entrée du VAL côté route de Brignoles, face à la coopérative. Il a été constaté effectivement que l'alimentation électrique est possible (sur laquelle le futur abribus pourra être raccordé). L'autre panneau sera installé au centre du village pour les touristes notamment et les pubs des commerçants pourront être aussi diffusées par ce moyen. Les Services Techniques pourront installer ces panneaux et les raccorder au réseau électrique. La faisabilité technique et financière a été étudiée par la commission lors de plusieurs visites sur sites.

Mme INGRASSIA intervient pour souligner que ce projet publicitaire doit encore être travaillé par la commission, le but est en priorité d'informer les administrés et les touristes.

M. TORRESILLA demande si un panneau en centre-ville est vraiment nécessaire vu le coût et considérant la présence de nombreux panneaux et vitrines d'affichage.

M. BENTOUMI demande si la commande du panneau simple a bien été envisagée en commission car il n'en a pas le souvenir.

M. SAULNIER répond qu'on en est au stade de la consultation et qu'en fonction du résultat de celle-ci la décision sera prise par le Conseil Municipal de commander les deux panneaux ou qu'un seul.

Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires :

-un bureau à 180 € HT et trois fauteuils pour 400 € HT environ pour le bureau des NAPS/ENFANCE-JEUNESSE

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé des Adjointes délégués,

Après en avoir délibéré,

A la majorité moins une voix contre : M. KINET.

M. KINET dit qu'il vote contre car il s'oppose à l'acquisition du taille-haies. Par cette boutade, il veut faire comprendre que d'après lui ce passage obligé de tous les projets de commande de matériel est superflu et fait perdre du temps au Conseil Municipal.

**APPROUVE** les acquisitions listées par les Adjointes

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires à la réalisation des commandes en question

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de lancer une consultation (MAPA) auprès de sociétés spécialisées pour l'acquisition des panneaux lumineux multilignes et d'en donner les résultats lors d'une prochaine réunion du Conseil Municipal,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à ordonnancer les dépenses inhérentes

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 21)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération du 28 mars 2013, il avait été décidé de mettre en location les quatre appartements meublés de l'immeuble communal situé au n° 2 de la Rue de Langramue. Toutefois, le prix de chaque loyer n'avait pas été déterminé. Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe aux Finances.

Madame Julie BREBAN indique qu'il est projeté de mettre en location à l'année deux de ces appartements communaux, le type 3 (67 m<sup>2</sup>) et un type 2 (50 m<sup>2</sup>), les deux autres meublés soit un type 2 et un studio étant conservés pour des éventuels logements d'urgence. Elle précise que la commission des finances a étudié ce dossier et propose un loyer mensuel de 500 € pour le type 3 et de 450 € pour le type 2 (hors charges pour 20 €).

M. FOURNEL demande si le bail sera bien un 3/6/9.

Mme BREBAN répond affirmativement.

M. DEBAQUE demande pour quelles raisons les louer en non meublés alors qu'ils sont meublés.

Mme BREBAN répond qu'il est plus facile de louer des appartements non meublés, les locataires ayant déjà leur propre mobilier.

Mme TURINELLI pense qu'il faut les louer meublés car la Commune aurait ainsi plus de facilités, en cas de soucis avec le locataire, de mettre fin au bail.

M. SAULNIER indique qu'effectivement ces appartements sont très bien équipés en électroménager et meublés. Certains équipements peuvent être enlevés avant la location.

M. BENTOUMI rappelle que ces appartements ont été créés à l'origine pour les pèlerins de Compostelle.

Mme DONADEY demande qui va gérer ces appartements.

Mme BREBAN répond que la Commune prendra en charge la gestion.

M. FOURNEL demande si ces appartements ne peuvent pas être conservés pour les touristes.

Mme BREBAN répond que cette formule de location saisonnière n'a pas été retenue car il faudrait embaucher quelqu'un pour les entrées et sorties, les états des lieux, etc....

Mme DONADEY conseille de prendre une assurance pour la garantie des loyers (G.R.L.).

M. KINET précise que la commission des finances ne souhaitait pas louer en meublés pour ne pas avoir un turn-over excessif. Le montant des loyers doit rester raisonnable pour permettre de garder les locataires plus longtemps.

M. GAULET demande si, dans l'éventualité où ces appartements seraient destinés aux touristes, l'Office du Tourisme "Provence Verte" ne pourrait pas aider à leur gestion.

M. SAULNIER rappelle que la Commune n'est plus affiliée à la Provence Verte pour son Point Accueil.

Mme VOLANTE indique que si les appartements sont loués en meublés, cela permettrait de ne pas avoir de délai trop long pour mettre fin à la location, et ainsi pouvoir en disposer rapidement. D'autre part, elle demande si les deux appartements restants, destinés au logement d'urgence, pourraient ainsi être exonérés de la taxe d'habitation sur les logements vacants.

Mme DONADEY précise que les locations en meublés peuvent être plus courtes qu'un an.

Mme BREBAN rappelle que la commission souhaitait ne pas trop louer sur des périodes courtes.

Mme GAQUIERE souligne que les locataires pour des meublés ne se trouvent pas aisément car cela touche des personnes qui ne sont pas installés soit pour des raisons professionnelles ou autres.

M. SAULNIER répond qu'il peut s'agir aussi, par exemple, de personnes qui font construire et qui ont entreposé leurs meubles dans un garde-meuble.

Mme GAQUIERE propose de louer un meublé et un non meublé.

M. FOURNEL précise que les charges consistent aux frais d'électricité des parties communes uniquement.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cette proposition.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** de mettre en location deux appartements meublés de l'immeuble communal situé au n° 2 de la Rue de Langramue (un type 3 et un type 2)

**INDIQUE** que le montant du loyer mensuel sera de 550 € pour le type 3 et de 500 € pour le type 2 (hors charges pour 20 €)

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder de gré à gré pour l'attribution de ces appartements en location

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document consécutif à cette décision.

## **11 - Conventions**

### **11-1- Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique (Mme AUTISSIER)**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 31 mai 1994, le Conseil Municipal avait décidé de passer une convention et un contrat d'exploitation avec M. et Mme AUTISSIER Michel et Claudine pour la gestion du Musée de la Figurine Historique et du Jouet Ancien sis lieu-dit « Les Tanneries ».

Cette convention nécessite une révision, M. AUTISSIER étant décédé depuis quelques années et les conditions d'exploitation ayant été modifiées au cours du temps.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention d'exploitation à signer entre la commune et Madame Claudine AUTISSIER».

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la convention d'exploitation à passer entre la Commune et Mme AUTISSIER concernant le Musée de la Figurine Historique et du Jouet Ancien sis lieu-dit « Les Tanneries ».

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention.

### **11-2- Exposition de tableaux dans le hall de la Mairie**

Monsieur le Maire fait part du projet de la commission « Culture » de mettre à disposition d'artistes peintres le hall d'accueil de la Mairie pour exposer leurs œuvres.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention à signer entre la commune et les Artistes intéressés.

M. FOURNEL demande si l'apéritif du vernissage sera à la charge de la Commune ou bien de l'exposant.

M. SAULNIER précise qu'il propose de profiter de cette occasion pour recevoir les nouveaux arrivants et les jeunes atteignant la majorité et qu'en conséquence l'apéritif serait à la charge de la Commune.

Mme VOLANTE intervient pour faire remarquer qu'en général les nouveaux arrivants ne sont reçus qu'une fois par an et que trois cérémonies dans l'année semble être excessif. De plus elle se dit choquée et considère qu'offrir un apéritif à chaque occasion n'est pas très indiqué en termes d'éducation, ni en termes financier.

M. BENTOUMI répond que les pots d'amitié sont l'occasion de tisser des liens entre les personnes.

Mme TURINELLI se dit tout à fait favorable à ce genre de manifestation très sympathique et ainsi de connaître les nouveaux arrivants.

M. SAULNIER répond que cette idée permettra d'animer le hall de la Mairie et d'inciter les nouveaux arrivants à se présenter et à faire la connaissance des élus. La gestion de ce principe pourra être revue au fil du temps : les expositions dureront 4 mois mais il se pourrait que les réceptions ne soient organisées que deux fois dans l'année, selon le nombre d'invités.

Mme DONADEY rejoint Mme TURINELLI dans l'idée de faire des efforts pour renouer les liens, le village n'a plus d'âme et il faut que les anciens Valois s'ouvrent vers les nouveaux et les accueillent très volontiers.

M. LANGE demande les heures d'ouverture de l'exposition.

Mme INGRASSIA répond que ce seront les heures d'ouverture de la Mairie.

M. BENTOUMI demande si les œuvres seront mises en vente.

M. SAULNIER n'a pas pris en compte ce paramètre. Il sera étudié.

M. FOURNEL intervient pour demander si en cas de mise en vente des œuvres, l'artiste ne pourra pas prendre en charge l'apéritif ou y participer.

Mme INGRASSIA précise qu'il s'agit d'une exposition d'une dizaine de tableaux maximum.

M. FOURNEL demande à quel endroit du hall cette exposition sera installée et si une séparation sera opérée vis-à-vis du personnel.

M. SAULNIER répond que l'exposition sera installée dans tout le hall et sans séparation.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention Mme VOLANTE Florence,

APPROUVE la convention à signer entre la commune et les Artistes intéressés.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.



11-3- Opéra « Carmen » - Vente des billets - Convention avec l'Office de Tourisme « Provence Verte »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est envisagé par la Commission « Culture » de confier la vente d'une partie des billets d'entrée pour le spectacle « Opéra » de juillet 2015 (CARMEN) à l'Office du Tourisme de la Provence Verte afin d'en assurer une plus large publicité.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention à signer entre la Commune et l'Office de Tourisme de la Provence Verte pour la mise en œuvre de cette procédure.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins un contre : M. KINET

*M. KINET vote contre ce principe de reversement d'un euro pour la vente des places pour l'opéra. Il considère que vu le transfert de compétences « Tourisme » à la Provence Verte, l'Office de Brignoles aurait dû procéder à cette vente de tickets sans contrepartie.*

**APPROUVE** la convention à signer entre la Commune et l'Office de Tourisme de la Provence Verte pour la mise en œuvre de la vente d'une partie des billets d'entrée pour le spectacle « Opéra » de juillet 2015 (CARMEN).

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention.

11-4- Convention « Médiathèque/Association « BilboK » » - Pause parentale « Les Matins Câlines »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'Association « BILBOK » se propose de participer à l'organisation des prestations relatives à la pause parentale « Les Matins Câlines » se déroulant à la Médiathèque Municipale « Montmajour ».

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention de partenariat à signer entre la commune et l'association « BILBOK ».

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

*M. BENTOUMI demande si l'association BILBOK vient s'installer à la Médiathèque.*

*Mme INGRASSIA indique que ce projet vise à favoriser les temps « parents/enfants » à la Médiathèque qui dispose d'un créneau libre pour cela le jeudi matin et qui peut mettre à disposition ses locaux conviviaux.*

*M. BENTOUMI demande pour quelles raisons BILBOK ne dispense pas cette prestation au sein de ses locaux. Il demande aussi si ces activités sont rémunérées ou gratuites.*

*Mme INGRASSIA répond que ces prestations de BILBOK sont gratuites.*

*M. FOURNEL demande comment cela fonctionnera car le jeudi matin les enfants seront à l'école.*

*Mme INGRASSIA répond qu'il s'agit de parents avec leurs bébés qui au lieu de se retrouver sur la terrasse des bars pourraient se rencontrer au sein de la Médiathèque.*

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la convention de partenariat à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et l'association « BILBOK » concernant l'activité « Les Matins Câlines ».

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention.

### **12 – SYMIELECVAR**

#### **12-1-Mise à disposition du réseau d'énergie électrique**

Monsieur le Maire expose qu'à la suite d'une erreur matérielle portant sur la valeur des biens mis à disposition du SYMIELECVAR, suite au transfert de compétences, il y a lieu d'annuler la délibération du 27 mars 2009 et de la remplacer par les termes suivants :

Considérant que la Commune de LE VAL a transféré son pouvoir d'autorité concédante des réseaux de distribution publique d'électricité au SYMIELECVAR,

Considérant qu'en application de l'article L.5721-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune qui transfère une compétence au SYMIELECVAR s'engage à mettre à la disposition de ce dernier les biens et services nécessaires à l'exercice de cette même compétence, et ce dans les conditions prévues par les articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ; s'agissant des biens relatifs aux réseaux concédés de distribution d'électricité, la mise à disposition constitue le régime de droit commun obligatoire,

Considérant que la mise à disposition a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, c'est-à-dire que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **1 - Mise à disposition des équipements existants - descriptif des biens :**

La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux publics de distribution d'électricité précisés dans le procès verbal de mise à disposition des biens à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire de la Commune à la date de son adhésion au SYMIELECVAR, soit le 2 mars 2001

#### **2 - Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties :**

Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient à la date d'adhésion au Syndicat.

### 3 - Dispositions comptables

Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux publics de distribution d'électricité font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la subdivision concernée au compte 21534 (installations réseaux d'électrification) pour le montant inscrit à l'inventaire de la Commune, soit 537.210,51 €, au titre de l'électricité.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

### 4 - Dispositions techniques

Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

### 5 - Dispositions diverses

En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintègrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**CONVIENT et ARRETE** les cinq dispositions édictées par Monsieur le Maire

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur application.

12-2-Rapport annuel
---------------------

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions du décret n° 2000-404 du 11 mai 2000, il se doit de lui présenter le rapport annuel 2013 établi par le SYMIELECVAR, syndicat mixte d'électricité créé par arrêté préfectoral du 2 mars 2001.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué auprès du SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE donne connaissance à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par le SYMIELECVAR qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la présentation faite par M. Christian DEBAQUE du rapport annuel du SYMIELECVAR pour l'année 2013,

**INDIQUE** que ce document sera tenu à la disposition des usagers, en Mairie, pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération.

### **13 - EAUX DE PROVENCE - Rapports annuels du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2014)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi BARNIER n° 95-101 du 2 février 1995, dont les modalités d'application sont précisées par le décret n° 95.635 du 6 mai 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année précédente, soit 2014.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par la Société Fermière « S.E.E.R.C.-Eaux de Provence » qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année 2014.

**INDIQUE** que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des usagers pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération

### **14 - Compte-rendu des décisions du Maire suite aux délégations du Conseil Municipal**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 29 avril 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

- N° 14/2015 du 11/05/2015 - Attribution MAPA lot 1 et lot 4 livres et vidéo pour la Médiathèque à LO PAIS Draguignan
- N° 15/2015 du 12/05/2015 - Octroi d'une case de columbarium dans le 3<sup>ème</sup> cimetière (Mme DELAHAYE Monique)
- N° 16/2015 du 28/05/2015 - Création d'une régie de recettes « Transports scolaires »

- N° 17/2015 du 28/05/2015 - Modification de la régie de recettes « NAPS » en « activités périscolaires »
- N° 18/2015 du 29/05/2015 - Avenant honoraires SPL « ID 83 » Elaboration du PLU
- N° 19/2015 du 29/05/2015- Contrat d'entretien des espaces verts confié à l'ADAPEI « Mas de Paracol » (14.575 € HT)
- N° 20/2015 du 02/06/2015- Convention d'assistance et de conseil juridique 2015 avec « LLC et Associés -Avocats » La Valette (14.400 € HT)
- N° 21/2015 du 2 juin 2015 - Renouvellement de la concession trentenaire du 3<sup>ème</sup> cimetière - BONIFACE Gérard
- N° 22/2015 du 8/06/2015 - Attribution des travaux d'étanchéité des murs de l'immeuble communal de la Place de la Libération à la Société « TECHNISEC » pour 4.752,60 €
- N° 23/2015 du 18/06/2015 - Attribution de la mission d'études pour l'élaboration du PLU à la Sté BEGEAT pour 55.750 € HT

Monsieur le Maire indique d'autre part que 27 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 24 mars 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 29 avril 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

### Questions orales

Mme INGRASSIA remet à chacun le programme des festivités pour la période de juillet à septembre 2015. Elle rappelle qu'un « coup de mains » des Conseillers serait le bienvenu pour l'organisation de ces manifestations. Elle informe l'assemblée que le Journal des Valois sera distribué par une société privée à compter du 29 juin dans toutes les boîtes aux lettres.

M. KINET indique que ne connaissant pas la date limite de remise des articles pour parution dans le Journal des Valois, il n'a pas pu remettre celui qu'il avait préparé.

Mme INGRASSIA répond que la clôture du Journal a été renvoyée à plusieurs reprises et qu'en conséquence, si M. KINET le lui avait demandé, son article aurait très bien pu être inséré. Elle lui conseille à l'avenir de la contacter directement pour toute question.

M. BENTOUMI demande le coût de cette distribution par une société privée.

Mme INGRASSIA répond que la facture s'élèvera aux environs de 500 €.

-----  
Mme TURINELLI, Vice-Présidente du CCAS, informe le Conseil Municipal de la mise en place d'une épicerie solidaire à compter du 3 juillet pour la distribution tous les 15 jours (le jeudi) de produits alimentaires aux plus démunis. Une participation symbolique sera demandée : 1 € par adulte et 0.50 € par enfant. Un dossier devra au préalable avoir été instruit par le CCAS. La prise en charge aura une validité de 6 mois. Une campagne d'affichage va être lancée pour informer les administrés.

M. BENTOUMI demande comment est approvisionnée cette épicerie.

Mme TURINELLI répond que la banque alimentaire de Toulon et les grandes surfaces.

M. BENTOUMI demande donc confirmation qu'il n'y a pas d'interventions de la Commune pour aller récupérer des invendus auprès des commerçants par exemple.

Mme TURINELLI confirme que la Maison Solidaire 83 se charge d'approvisionner l'épicerie et la gère. Elle précise que la distribution se fera au rez-de-chaussée du Foyer Municipal qui sera bientôt doté d'un réfrigérateur et d'un congélateur (achetés par le CCAS).

Mme VOLANTE répond que l'association vient avec son magasin et repart avec.

---

M. TORRESILLA intervient pour revenir sur le courrier que lui a envoyé M. le Maire. Il prend note du fait que M. le Maire semble préférer le « pigeon voyageur » à internet et précise que pour sa part il trouve plus pratique ce moyen d'échange moderne, plus aisé pour travailler et interroger les Conseillers. Il revient sur un passage du courrier qui indique qu'il serait allé, à la nuit tombante, mesurer les distances d'implantation des barrières dans le village. Il reconnaît qu'avec M. LANGE il s'est rendu à plusieurs reprises se rendre compte des travaux réalisés dans le village, comme le pluvial du chemin de Correns par exemple, vu que durant la journée il est pris par son travail. Il considère que dire qu'il se rend « à la nuit tombante » semble impliquer « comme un voleur », et conteste tout à fait ces propos. Il dit être allé devant chez lui pour mesurer les dimensions prises en compte pour l'installation de ces barrières par rapport aux plots posés précédemment par M. LANGE. Il indique avoir envoyé un courriel à M. CULINATI, Adjoint chargé de ces travaux, pour lui demander des explications sur ce point et s'étonner du fait que cela n'ait pas été discuté en commission. M. TORRESILLA indique que la pose des barrières ne vise pas uniquement l'embellissement mais aussi à réduire la vitesse des véhicules (en réduisant à 3 mètres la largeur de la voie de circulation) en élargissant la partie piétonne pour éviter aux mamans avec poussette de sortir du trottoir pour pouvoir circuler. M. TORRESILLA rappelle que ces barrières ont été posées sans concertation des commissions « Travaux et Urbanisme », sans concertation des riverains, que certaines ont été posées puis enlevées et déplacées suite à la réclamation de ces derniers.

M. SAULNIER intervient pour expliquer que si cette réponse a été faite c'est parce que M. TORRESILLA a diffusé un courrier très déplacé à son encontre et concernant son courage. Quant aux barrières, elles ont été implantées par M. CULINATI en prenant en compte tous les paramètres nécessaires (sécurité, vitesse, etc...).

M. TORRESILLA fait part de son souci permanent de préserver la sécurité des personnes et insiste sur le fait que la largeur de la voie doit être la priorité à étudier. Il indique que 3 mètres permettent de ralentir la vitesse des véhicules.

M. GIRAUD intervient pour s'offusquer du fait que M. TORRESILLA ne considère pas les autres commissions, telle que celle sur la sécurité, et que seules celles des Travaux et de l'Urbanisme semblent prépondérantes à ses yeux.

M. TORRESILLA répond que la pose de panneaux ne suffit pas pour ralentir la vitesse mais qu'il fallait resserrer les barrières, tout simplement.

M. GAUTIER intervient pour indiquer que le fait de rétrécir la voie à 3 m n'est pas un gage de sécurité routière. Il informe l'assemblée qu'il se rend régulièrement Rue du 8 Mai qui est difficile d'accès, très étroite vu le stationnement d'un côté (inférieure à 3 mètres) et qu'il constate une vitesse très élevée dans cette rue et notamment arrivé à l'intersection du Jardin Théâtre. Il demande à M. TORRESILLA quelles sont les distances optimum à ses yeux pour l'implantation de ces barrières.

M. TORRESILLA répond qu'une distance de 3 mètres maximum entre les barrières est à respecter alors qu'actuellement il y a 3,60 m entre les plots posés par M. LANGE et que les barrières sont encore au-delà. Il rappelle que les véhicules circulent à grande vitesse Rue République et Rue Dréo. M. TORRESILLA indique aussi que les plots sont enlevés actuellement. Il demande si le mix des deux « plots barrières » n'aurait pas été indiqué pour éviter le stationnement gênant. Il ajoute : « Ma question à M. Jean CULINATI n'avait rien d'agressive, c'était une demande d'information vu que la commission n'a pas travaillé sur ce dossier. C'est M. le Maire qui a créé une polémique inutile avec son courrier. »

M. CULINATI prend la parole pour confirmer qu'il est le seul responsable de la pose des barrières puisque vice-président de la commission chargée de l'embellissement du village. Il dit ne pas avoir négligé la sécurité mais avoir pris en compte le fait qu'un camion de déménagement par exemple puisse passer dans les rues. Il dit avoir pris des mesures en collaboration avec les services techniques et réfute ce qu'a dit M. TORRESILLA à propos des poussettes qui ne pourraient pas passer sur les trottoirs. Il demande à M. TORRESILLA s'il a pris les mesures lorsque les jardinières en béton étaient placées, et donc avant la pose des barrières. Il informe qu'à ce moment-là les poussettes ne passaient pas effectivement. Il reconnaît aussi ne pas avoir soumis cette question à la commission car il n'en voyait pas l'utilité.

-----  
M. KINET intervient pour faire part de son étonnement quant au renvoi des travaux de réfection de l'avenue Jean Moulin sous prétexte que l'égout est obsolète. Il pense qu'au contraire qu'il faudrait remplacer ce réseau au plus vite car la canalisation fait un kilomètre environ, des débordements sont constatés régulièrement et les réparations ne sont plus possibles vu l'état de la canalisation (diamètre 125). Il informe avoir demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Conseil Municipal, sachant que la dépense serait de l'ordre de 100.000 € d'après la SEERC.

M. SAULNIER intervient pour corriger ce montant qui, en fait, représente un supplément aux travaux de 180.000 €, d'où la mise en attente du projet pour complément d'études. Il confirme que le projet n'est pas abandonné.

M. DEBAQUE indique que les travaux de réfection de l'avenue Jean Moulin étaient programmés en deux tranches et qu'en conséquence le remplacement du réseau d'assainissement pose problème car il doit être mené en une seule fois.

M. KINET indique que les 100.000 € indiqués par la SEERC sont à prendre sur le budget de l'assainissement et non sur celui de la Commune qui sera soulagé des frais de réfection de voirie. Il demande pourquoi, alors que l'on a un bureau d'études qui travaille depuis 8 mois sur ce dossier, les travaux n'avancent pas. Il conseille de changer d'assistant à maître d'ouvrage et d'opter pour un bureau d'études plus performant.

M. SAULNIER réfute le délai de 8 mois et dit qu'il date de moins longtemps.

-----  
M. FOURNEL regrette que les comptes-rendus des commissions ne soient pas transmis aux Conseillers ce qui est gênant pour délibérer en Conseil Municipal.

M. SAULNIER demande aux vice-présidents de prendre bonne note de cette réclamation.

-----  
M. FOURNEL prend acte de l'intérêt porté par M. le Maire à la création de parkings. Il dit avoir été contacté par les commerçants qui ont peur que la Place Gambetta soit fermée à la circulation. Il leur a répondu que ce n'était pas le cas mais que des totems amovibles allaient être placés. M. FOURNEL demande s'il ne serait pas envisageable de créer des emplacements de parking en zone bleue sur la Place du 4 Septembre pour les livraisons et les personnes à mobilité réduite. Il demande si on peut en débattre encore car une pétition serait en cours.

M. SAULNIER répond que le projet est à l'étude, rien n'est arrêté ; quant à l'accessibilité des commerces, il faut qu'avant la fin septembre des solutions soient trouvées sous peine de verbalisation (amendes de 1.500 €). M. le Maire indique que des solutions ont été proposées telle la rampe amovible de la Boucherie, sans obliger les commerçants à casser leurs marches d'escalier. Il rappelle que sur la Place Gambetta, aucun seuil de porte n'est à la même hauteur. Il revient sur les emplacements en zone bleue qui vont être peints sous peu. Il indique enfin avoir proposé aux commerçants de gérer eux-mêmes la place pour la fermer, à l'aide des totems amovibles, quand il y aura des manifestations par exemple au lieu de mettre en place des barrières que certains poussent ou enlèvent pour se garer.

M. GIRAUD intervient pour signaler que la place réservée aux personnes à mobilité réduite de la Place Gambetta est devenue une place privée car c'est toujours la même personne qui y stationne (personne handicapée certes).

M. SAULNIER indique qu'une réunion d'informations sera tenue sous peu en présence des commerçants et des riverains de la Place Gambetta et de la Rue Nationale.

M. FOURNEL demande confirmation à M. le Maire du fait que la Place Gambetta ne sera pas fermée en permanence.

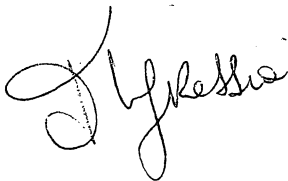
M. SAULNIER répond que toutes les réponses seront données lors de la réunion publique et seront fonction des demandes des commerçants.

-----  
LA SEANCE EST LEVEE A 22h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

